

De la crise du travail à celle du capital

(exposé introductif conférence « Travail et globalisation » - 29 octobre 2008 – Lille)

Stéphen BOUQUIN

Cette journée a été programmée lors d'une réunion de travail à la fête de l'humanité mi-septembre 2008. Plus d'un mois après, la crise financière bât son plein, la récession se développe à l'échelle mondiale. En préparant cette journée, je me suis posé la question « et si nous avions organisé cette journée il y a un an, quel aurait été mon exposé ? »

J'aurais dit et expliqué que nous vivons dans un système-monde (Wallerstein) où le facteur travail ; où le travail humain, demeure à la fois le parent pauvre de la mondialisation et le facteur qui a propulsé en avant la croissance économique mondiale

J'aurais dit que la crise du Travail fait le bonheur du Capital ...

Quels sont les symptômes de cette « crise du travail » ? *[je me limite à vous en donner 3]*

- 1). l'extension de la pauvreté laborieuse au Sud et au Nord ;
- 2). l'extension de la surexploitation du travail (au sens moral comme au sens économique, à savoir la part des richesses contenues dans les marchandises et non rétribuées aux travailleurs),
- 3). le développement de formes de travail (la flexibilité et la précarité) nuisibles pour la santé physique et psychique, pour les relations interpersonnelles et comme pour vie sociale.

[je précise, la catégorie de « crise » signifie ici « transformation » et ce dans un sens négatif.]

Mais comment la crise du travail a-t-elle fait le bonheur du capital ? Très sommairement, on peut ici s'appuyer sur les faits empiriques avérés.

- on peut démontrer que la régression sociale des vingt dernières années a permis de restaurer la profitabilité des entreprises : la part des salaires dans la VA a baissé, laissant une part plus grande au Capital.
- il y a ensuite la réduction de la protection sociale à un mince filet de sécurité là où elle existe ;
- parallèlement, il y a le refus de son développement là où la sécurité sociale n'existait pas (3/4 de l'humanité), la non application des conventions internationales sur le travail décent, etc. => ceci a permis d'imposer au monde du travail des conditions de vie indignes sinon en recul par rapport aux standards des années 1960.
- Dans les métropoles du capitalisme, le travail salarié tend à redevenir une marchandise, une denrée qui s'achète et se revend. Le ou la travailleuse est redevenu une personne qui vit dans la contrainte de vendre sa force de travail dans des conditions socialement inacceptables – chômage et précarité oblige. Là où il ou elle avait un revenu de remplacement qui permettait de ne pas sombrer dans la pauvreté, et des droits qui lui permettait de refuser certaines offres d'emploi en dessous de sa qualification. Ceci est voie de démantèlement. Le salaire tend à redevenir le prix de la force de travail, fonction de l'offre et de la demande.

(pour preuve, le démantèlement des barèmes, de la négociation collective/ vente collective de la force de travail, et surtout la déliaison des salaires avec la productivité et le coût de la vie, les prix).

- Dans les pays périphériques mondiale, une fraction importante des populations a perdu les moyens de subsistance liés à l'activité de travail agricole, proto-industrielle, artisanale, commerciale. Un exode massif s'est développé, à donné lieu à une urbanisation galopante. Cette prolétarianisation passive [notion empruntée aux historiens de la transition de la féodalité au capitalisme] se transforme peu à peu en prolétarianisation active, via le développement du travail informel ou salarié mais sans protections ni garanties collectives. Dans les pays de la périphérie, 40 à 50% de la population vit avec peu sinon très peu (1 ou 2 \$ par jour) ; mais

cette population est désormais contrainte de se vendre, de vendre son travail à des niveaux inférieurs au seuil de subsistance.

Il y a un an, j'aurais expliqué que la crise du travail était la condition de la santé du capital. Entre-temps, c'est le capital qui est entré « en crise » et laquelle ! En quoi est-ce que cela change la donne, au niveau de l'analyse comme de l'action ?

Pour répondre à cette question, il nous regarder de plus près cette crise financière et économique.

- On sait que la crise présente a pour origine la crise du secteur immobilier états-unien (*subprimes*) et on sait qu'elle se traduit par une crise de liquidités et de solvabilité.

- On commence à comprendre que la crise du système financier mondial n'en est qu'à ses débuts. On observe ainsi que le patrimoine des « classes moyennes » (en fait les segments supérieurs du salariat) a été siphonné via les marchés financiers dans une gigantesque orgie spéculative. On commence à voir que les marchés financiers ont aspiré dans la spéculation des ressources de beaucoup d'autres pays ; des fonds de pensions comme de l'épargne salariale. Tous étaient au casino en train d'y jouer, certains pour rembourser leur dettes, d'autres pour faire des millions, mais avec l'argent des autres...

- La question à 1000 \$ est de savoir à combien s'élevait les transactions, personne ne sait. Tout comme personne ne sait combien de dettes pourries se trouvent mélangées aux autres ...

- En fait, ce qu'il faut retenir, c'est que les *titres de créances* ne sont que le sommet de l'iceberg. La titrisation ne concerne pas seulement le crédit hypothécaire mais également les créances d'investissement. Au total, les montants en jeu avoisineraient les soixante mille milliards de \$ (voir plus, personne n'en est certain), un peu plus que le PIB mondial. Il s'agit d'une méga-pyramide, d'un schème Ponzi immense, à la taille du globe terrestre.

Le schème Ponzi ? Qui connaît ? C'est le jeu de pyramide où 1 ; 2 ; 4 ; 8 ; 16 ; 32 participants apportent une mise et reçoivent la promesse de la récupérer avec une majoration de 15% ou 20% ... Du moins tant que le nombre de participants continue d'affluer ce qui ne peut durer éternellement. Et en effet, après la crise des *subprimes*, la chaîne s'est rompue, la bulle spéculative se dégonfle les actifs sont dévalorisés...

Beaucoup se disent que la crise du capital est celle de l'argent-fou, d'un système que l'on a laissé dériver ... On pourra en débattre aujourd'hui mais ce n'est pas ma conviction.

Je pense au contraire que la crise du travail et celle du capital sont intimement liés et qu'elles plongent leur racines dans la rationalité économique capitaliste comme dans son mode de fonctionnement.

Ces deux crises sont donc systémiques.

Pour ce qui concerne la crise du travail, si on laisse de côté la part de responsabilité que peuvent tenir dans cette crise l'orientation majoritaire des mouvements syndicaux et des partis politiques de gauche, la crise du travail est en fait le produit d'une vaste contre-offensive sociale et politique qui découle en première lieu de l'application d'un programme néolibéral mis en place dès les années 1970, sous l'impulsion des Chicago Boys et de Milton Friedman.

Fait étonnant, mais je ne me lasse jamais de le répéter, ce programme comprend exactement les 6 mesures mentionnées par Marx dans le livre III du *Capital* ; 6 mesures qui visent à contrecarrer la baisse tendancielle du taux de profit:

- 1- augmentation du degré d'exploitation du travail (prolongation de la journée de travail et intensification du travail) ;
- 2 - baisse du prix du capital constant (innovations et allongement du temps machine)
- 3- accroissement de l'armée de réserve et surpopulation relative ;
- 4 - dévalorisation des salaires réel

- 5 - développement du commerce extérieur (élargissement de l'échelle de la production et de sa distribution) ;
- 6 - augmentation du capital par actions

Outre le retour à Marx, il y a aussi l'apport de Rosa Luxembourg, qui explique dans l'ouvrage *L'accumulation du capital* (1913) comment le mouvement perpétuel d'accumulation doit toujours repasser par la case de « l'accumulation primitive ». Cette accumulation porte ce nom parce qu'elle viole la loi capitaliste de la valeur – d'échange entre équivalents – dans le sens où cette accumulation primitive implique l'échange inégal et qu'elle ne se soucie nullement de la reproduction sociale élargie (pour le dire autrement, de l'impact de son action).

Je donne quelques éléments illustrant l'actualité de la grille d'analyse de RL :

- Quand le Capital occidental trouve les moyens d'extraire une survaleur de travail du tiers-monde dont il n'a pas payé la reproduction dans la division mondiale du travail, c'est de l'accumulation primitive.
- Quand le Capital pille l'environnement naturel et ne paie pas les coûts de ces dégâts, c'est de l'accumulation primitive. Quand le Capital use usines et infrastructures sans les renouveler ni les moderniser, c'est de l'accumulation primitive.
- Quand le Capital donne des salaires qui ne permettent pas la reproduction de la force de travail (des salaires trop bas pour produire une nouvelle génération de travailleurs), c'est aussi de l'accumulation primitive...

A la panoplie des mesures, il faut bien sur rajouter l'instauration de régimes politiques autoritaires ; et aussi l'autonomisation de gouvernements, la mise entre parenthèses de la démocratie parlementaire via la création d'institution supranationales non démocratiques ou encore le développement d'un espace public atrophié par une médiatisation consensuelle et acritique.

Dans l'ensemble, si on fait l'addition des 6 mesures de Marx visant à contrecarre la baisse du taux de profit, avec ce à quoi ressemblait l'accumulation primitive au 19^{ème} siècle, on retrouve, mutatis mutandis, un tableau qui ressemble pas mal au monde présent.

Quelles sont alors les racines de la crise économique et financière présente ?

Il me semble absolument nécessaire d'analyser l'actuelle crise du système financier comme une crise du capital. Le capital, ce n'est pas seulement un stock de biens immobilisés, de l'argent, des titres de créance voire des ressources humaines, le capital est aussi et surtout un rapport social. (ce qui distingue l'analyse PK d'une analyse marxiste)

Dès lors que l'on appréhende le capital non seulement comme une chose mais comme un rapport social, il devient possible de lire la crise présente comme l'accident qui attendait d'advenir, non pas à cause d'un manque de régulation mais pour des raisons plus profondes.

Certes, la crise éclate par l'assèchement de crédit [le manque de liquidités] mais cet assèchement n'en est nullement la cause. Le crédit avait justement permis de surmonter – pendant un certain temps – des déséquilibres de plus en plus profonds. J'en cite quelques-uns :

- Déséquilibre entre revenu disponible à la consommation et capacités de production à l'échelle mondiale ;
- Déséquilibre entre la valeur réelle des richesses produites (le PIB mondial) et le volume de transactions sur les marchés financiers (4 x le PIB mondial selon certaines estimations) ;
- déséquilibre entre la valeur de la monnaie de référence (le dollar) et le taux d'endettement des USA

Ces déséquilibres ne sont pas des épiphénomènes ni des dérives mais sont au contraire indissociables de la logique profonde de l'économie capitaliste de marché. Je veux dire par-là que ce sont justement les mesures qui ont permis le retour de la profitabilité qui deviennent les facteurs qui nourrissent de la crise actuelle.

Pour le dire de façon brutale, la transformation des pays d'Asie en ateliers de main-d'œuvre bon marché était une des conditions pour que les MN retrouvent une profitabilité suffisante en même temps, la réussite de cette réorganisation n'a fait que nourrir un déséquilibre planétaire où ceux qui produisaient ne pouvaient jamais acheter ce qu'ils fabriquaient ; même pas à crédit. [il leur restaient les contre-façons] Simultanément, la stagnation des salaires dans les pays de l'OCDE réduisaient les possibilités de continuer à vendre ce qui était produit ailleurs sinon (encore) surplace.

La restauration de la profitabilité allait donc scier la branche sur laquelle elle était assise ; elle a elle-même mis en place ce qui donne l'actuelle crise en ciseaux avec d'une part assèchement du crédit et d'autre part la saturation des débouchés.

Dans l'économie de marché, l'offre ne reconnaît que la demande solvable. Celle-ci a stagné, en partie parce que l'évolution des salaires s'est décroché de l'évolution de la productivité. Une fois réalisés les investissements onéreux de la troisième révolution technologique, l'augmentation du capital en actions des firmes répondait surtout à la politique de rationalisation, de rachats et de fusions. Les investissements ont par conséquent stagné depuis une quinzaine d'années.

L'excédent de capitaux s'est alors déplacé vers la consommation de luxe et vers la spéculation de profits futurs. On touchait au nirvana capitalistique : faire de l'argent avec de l'argent.

En développant le crédit à la consommation, puis le crédit hypothécaire, la croissance états-unienne a été prolongée au-delà des limites viables.

Quelques mots ici sur le rôle du crédit et le capital fictif :

Le crédit prolonge provisoirement les cycles de transactions, sans rien changer aux contradictions fondamentales à l'œuvre. Au crédit s'ajoute le capital fictif, ombre du capital réel, investi, immobilisé, circulant sous forme de marchandises.

A son apogée, cette ombre se porte en avant ; le capital fictif devient le gage d'un profit futur ; d'une plus-value encore à réaliser ;

Puis, la spéculation se développe et à sa phase crépusculaire, l'ombre du capital fictif se déforme, devient disproportionnée. Jusqu'au moment où s'opère le retour à la réalité.

Nous sommes arrivés à ce moment-là. Il faut désormais extraire du système tout ce capital fictif.

« Mais c'est un processus douloureux qui n'est pas sans dangers. Comme le crédit s'assèche, les capitalistes exigent des remboursements à plus courte échéance. Ceux qui ne peuvent pas payer feront faillite. Le chômage augmente en conséquence, ce qui à son tour contracte la demande. Cela provoque de nouvelles faillites et de nouvelles dettes qui ne peuvent être remboursées. Ainsi, tous les facteurs qui avaient fait croître l'économie, au cours de la dernière période, la poussent désormais vers le bas. » [Alan Woods]

On ne sait pas combien de temps cela va durer . La crise ne s'est pas cantonnée à la sphère financière mais a trouvé écho/ amplifié la récession qui commençait déjà. Certains pronostiquent une récession en forme V (peu probable), en U (idem), sinon en forme L comme au Japon où la crise conjuguée du système financier, bancaire, productif a durée plus de quinze années.

Le cas du Japon est intéressant car il met en évidence que les milliards de Yens injectés de 1994 à 1997 dans le système financier n'ont pas sauvé les PME, ni l'épargne salariale mais ont criblé de dette les finances publiques (164% du PIB).

Qu'est-ce que font aujourd'hui les gouvernements ? Ils injectent des milliards, mais jusqu'à quand ?

L'addition des plans de Brown, Paulson et autres revient à créer massivement encore plus de capital fictif. En effet, l'émission de titres de dettes publique ne sont que des gages sur la croissance future dont rien ni personne ne pourra dire quand elle va réapparaître ni surtout comment et de quel côté de la planète. Les fonds souverains ont déjà acheté des milliers de milliards de \$ du Bons du Trésor des Etats-Unis. Ces fonds souverains ne peuvent faire marche arrière mais seront en même temps contraints de le faire car la baisse des prix des matières premières va aussi assécher leur réserves.

La crise ET la manière de la résoudre va donc alimenter l'instabilité géopolitique, les tensions entre options libre-échangistes et protectionnistes. La logique du sauve-qui-peut et du chacun pour soi va prédominer. L'internationalisme se fera rare du côté du Capital ...

Toute ceci est un peu trop catastrophiste ? Réfléchissez et lisez : ce que nous vivons depuis deux mois montre l'enchaînement d'évènements où l'issue est incertaine, y compris pour les membres du G20.

La catastrophe, ce n'est pas le krach ; ce n'est pas la dépréciation massive avec des milliards de capitaux fictifs qui partent en fumée ... La véritable catastrophe, c'est le fait que la dévalorisation massive va être amortie par la société (la fameuse « socialisation des pertes »), que les coûts de la dévalorisation du capital sera répercuté sur les classes laborieuses, les peuples du tiers monde, sur l'écosystème. Ce sera du moins l'objectif de ceux qui tentent de sauver le système sans s'attaquer aux causes profondes de sa crise.

Je ne peux pas conclure ici autrement qu'en invitant nos débats à s'inscrire dans un cadre de réflexion plus large.

Il nous faut désormais éviter de juxtaposer les questions : crise sociale ici, financière par là ; écologique un peu partout et alimentaire aussi.

Il nous faut entamer une discussion qui intègre la dimension systémique de la crise comme la nécessité de trouver des solutions à cette échelle-là.

Le réchauffement climatique va nourrir l'exode de millions de riverains des côtes océaniques ; la fonte des glaces des massifs montagneux perturbe déjà l'agriculture ou les inondations alternent avec la sécheresse. Les océans se vident, le poisson disparaît. Tiens donc, l'Islande remet en question son adhésion à l'UE car elle voudrait bien échapper aux quotas de pêche...

L'heure nous oblige à penser les questions sociales et politiques de manière décloisonnées, de manière transversale et globale. J'invite les participants à pousser la discussion et la réflexion le plus loin possible. D'aller jusqu'à la racine des choses. Ainsi, on peut mettre à nu les causes, les origines et aussi porter le regard sur des solutions réelles, tangibles.

Faire ce travail – mais c'est mon avis personnel– requiert de penser également la sortie du système capitaliste et de remettre à l'ordre du jour une réflexion sur les modes de production et d'allocation démocratique de ressources compatibles avec le développement humain universel et soutenable du point de vue de l'écosystème global qui inclut autant la vie humaine que les manifestations matérielles vivantes et non vivantes.

Et comme je le disais au CN du PCF il y a deux semaines, cette discussion ne saura faire l'économie de désigner, de nommer les choses clairement faute de quoi, on ne pourra ni faire le bilan des échecs du passé ni ouvrir un horizon d'avenir non capitaliste. Je parlais évidemment de ce mot « tabou », du socialisme.